

AMNESTY INTERNATIONAL

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Index AI : POL 10/009/2007 (Public)
Bulletin n° : 095
ÉFAI

Embargo : 23 mai 2007 10:00 TU

Rapport 2007

La politique de la peur crée un monde dangereusement divisé

(Londres) Des gouvernements puissants et des groupes armés suscitent délibérément la peur afin de porter atteinte aux droits humains et de créer un monde de plus en plus divisé et dangereux, a déclaré aujourd'hui Amnesty International à l'occasion de la sortie de son Rapport 2007 qui, comme les précédents rapports annuels de l'organisation, dresse un état des droits humains dans le monde.

« En adoptant des politiques à court terme qui encouragent les peurs et créent la division, certains gouvernements sapent l'État de droit et les droits humains, entretiennent le racisme et la xénophobie, divisent les populations, augmentent les inégalités et sèment les germes de nouvelles violences et de futurs conflits », a déclaré Irene Khan, la secrétaire générale d'Amnesty International.

« La politique de la peur crée une situation où les atteintes aux droits humains se multiplient, où aucun droit n'est sacré et où plus personne n'est en sécurité.

« La "guerre contre le terrorisme" et la guerre en Irak, avec toutes les atteintes aux droits humains qui les accompagnent, ont créé de profondes divisions qui, en rendant plus difficiles la résolution des conflits et la protection des civils, nuisent aux relations internationales. »

Trop souvent la communauté internationale, méfiante et divisée, s'est révélée impuissante ou a manqué de volonté devant les grandes crises des droits humains qui se sont déroulées au cours de l'année 2006, qu'il s'agisse des conflits en Tchétchénie, en Colombie ou à Sri Lanka, déjà relégués au second plan, ou des crises très médiatisées du Moyen-Orient.

L'ONU a mis plusieurs semaines avant de rassembler la volonté nécessaire pour appeler à un cessez-le-feu dans le conflit au Liban, qui a fait quelque 1 200 morts parmi les civils. La communauté internationale n'a fait preuve d'aucun courage dans son approche des drames engendrés par les sévères restrictions au droit de circuler librement imposées aux Palestiniens dans les territoires occupés, par les attaques sans discrimination menées par l'armée israélienne et par les combats que se sont livrés certains groupes palestiniens.

« Le Darfour est une blessure ouverte qui ensanglante la conscience du monde. Le Conseil de sécurité est entravé par la méfiance et par le double langage de ses membres les plus puissants. Le gouvernement soudanais a pris le dessus sur les Nations unies. Entre-temps, 200 000 personnes sont mortes et plus de deux millions d'autres ont été déplacées. Et les attaques des milices s'étendent maintenant au Tchad et à la République centrafricaine », a ajouté Irene Khan.

Prospérant dans une zone d'instabilité qui s'étend des frontières pakistanaises jusqu'à la Corne de l'Afrique, des groupes armés ont pu affûter leurs armes avant de se lancer dans des atteintes massives aux droits humains et de bafouer sur une grande échelle le droit international humanitaire.

« Tant que les gouvernements ne prêteront pas attention aux rancœurs que ces groupes exploitent, tant qu'ils ne manifesteront pas la volonté nécessaire pour obliger réellement ces groupes à rendre compte des violences qu'ils ont commises et qu'ils ne seront pas eux-mêmes prêts à rendre des comptes, l'avenir des droits humains s'annoncera sombre », a encore déclaré Irene Khan.

En Afghanistan, la communauté internationale et le gouvernement afghan ont laissé passer l'occasion qui leur était offerte de construire un État basé sur les droits humains et la primauté de la loi, exposant le peuple à l'insécurité chronique, à la corruption et, de nouveau, aux talibans. En Irak, les forces de sécurité ont incité à la violence intercommunautaire au lieu de la contenir, l'appareil judiciaire s'est révélé très mal adapté à la situation, et les pires des pratiques du régime de Saddam Hussein – torture, procès inéquitables, condamnations à mort, viols – sont demeurées très courantes et étaient toujours appliquées en toute impunité.

« Dans de nombreux pays, un programme politique basé sur la peur renforce les discriminations, élargit le fossé entre les possédants et les démunis, entre "eux" et "nous", et laisse sans aucune protection les personnes les plus touchées par la marginalisation », a ajouté Irene Khan.

Rien qu'en Afrique, des centaines de milliers de personnes ont été expulsées de chez elles sans aucun respect de la procédure – souvent au nom du progrès et du développement économique – et sans qu'aucune indemnisation ou aucun autre logement ne leur soient proposés.

En Europe occidentale, des dirigeants politiques ont joué sur la peur d'une immigration incontrôlée pour justifier l'adoption de mesures plus sévères contre les demandeurs d'asile et les réfugiés, tandis que dans le monde entier, de la Corée du Sud à la République dominicaine, les travailleurs migrants se faisaient exploiter sans aucune protection.

Le fossé entre musulmans et non-musulmans s'est accentué, aggravé par les stratégies antiterroristes discriminatoires adoptées par certains pays occidentaux. Dans toutes les régions du monde, les manifestations d'islamophobie, d'antisémitisme et d'intolérance ainsi que les attaques contre les minorités religieuses ont augmenté.

En Russie, de nombreux crimes ont été commis par haine des étrangers et, dans toute l'Europe, les Roms étaient victimes de ségrégation et d'exclusion, signe de l'incapacité flagrante des autorités à combattre le racisme et la xénophobie.

« L'accentuation des clivages et le renforcement des peurs sur le thème de la sécurité nationale ont réduit les possibilités de tolérance et d'expression d'une opinion dissidente. Partout dans le monde, de l'Iran au Zimbabwe, de nombreuses voix qui ont voulu se faire entendre sur les droits humains ont été contraintes de se taire en 2006 », a déclaré Irene Khan.

La liberté d'expression a été étouffée de manière très diverse : en Turquie, des écrivains et des défenseurs des droits humains ont été poursuivis en justice ; aux Philippines, des militants ont été assassinés ; en Chine, les défenseurs des droits humains ont été soumis à une surveillance et à un harcèlement constants, et souvent emprisonnés ; en Russie, la journaliste Anna Politkovskaïa a été assassinée et des modifications ont été apportées à la réglementation relative aux organisations non gouvernementales. Internet est devenu le nouveau territoire à défendre dans la lutte pour le droit à la dissidence, dès lors que les militants se faisaient arrêter et que les entreprises s'alliaient avec les gouvernements de pays tels que la Chine, l'Iran, la Syrie, le Viêt-Nam et la Biélorussie pour restreindre l'accès aux informations en ligne.

La répression « à l'ancienne » a été remise au goût du jour dans des pays comme l'Égypte, sous le prétexte de lutte contre le terrorisme, tandis que des lois antiterroristes à la formulation vague faisaient planer une menace sur la liberté d'expression au Royaume-Uni.

Cinq ans après le 11 septembre 2001, l'année 2006 a encore une fois montré que le gouvernement des États-Unis considère le monde entier comme un gigantesque champ de bataille pour sa « *guerre contre le terrorisme* » : il enlève, arrête, place arbitrairement en détention et torture des suspects, et les transfère en toute impunité d'une prison secrète à une autre, d'un bout du monde à l'autre, en procédant à ce qu'il appelle les « *restitutions extraordinaires* ».

« Rien n'a mieux décrit la mondialisation des violations des droits humains que la "guerre contre le terrorisme" menée par les États-Unis et leur programme de "restitutions extraordinaires", auquel ont participé les gouvernements de pays aussi éloignés les uns des autres que l'Italie et le Pakistan, l'Allemagne et le Kenya.

« Des stratégies antiterroristes mal pensées se sont révélées peu efficaces en matière de réduction des menaces ou de justice aux victimes, et très dommageables pour les droits humains et l'état de droit. »

Amnesty International a demandé aux gouvernements de ne pas céder à la tentation d'utiliser la politique de la peur et d'investir dans des institutions de défense des droits humains et dans l'état de droit, aux niveaux national et international.

« Il y a des signes d'espoir. Des institutions européennes ont déclenché un mouvement favorable à la transparence et à l'obligation de rendre des comptes sur les "restitutions". Grâce à l'action de la société civile, l'ONU a accepté d'élaborer le texte d'un traité sur le contrôle des armes classiques. Dans un certain nombre de pays, de nouveaux dirigeants et de nouvelles assemblées législatives ont maintenant la possibilité de redresser la barre et de remplacer ceux dont l'action, ces dernières années, a été lourde de conséquences pour les droits humains. Aux États-Unis, un Congrès ayant une nouvelle composition pourrait ouvrir la voie et montrer l'exemple, en rétablissant le respect des droits humains à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

« Tout comme la lutte contre le réchauffement climatique requiert une action mondiale fondée sur la coopération internationale, l'érosion des droits humains ne pourra être stoppée qu'à l'aide de la solidarité mondiale et du respect du droit international », a ajouté Irene Khan.

/FIN

Document public

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566

Amnesty International, 1 Easton St., Londres WC1X 0DW. site : <http://www.amnesty.org>